



RÉUNION DU BUREAU DU CCP DE L'ONUSIDA

DATE : vendredi 23 mai 2025

HORAIRES : 14 h 00 à 13 h 30 (CET)

LIEU : Hybride (en personne dans les locaux de l'ONUSIDA et virtuellement sur Zoom)

PARTICIPANTS

Brésil : Représentation de la présidence du CCP : S.E. Mme Cecília Kiku Ishitani, Ambassadrice, Représentante permanente adjointe, Mission permanente du Brésil à Genève ; Mme Mariângela Batista Galvão Simão, Secrétaire de la surveillance de la santé et de l'environnement, ministère de la Santé ; M. Draurio Barreira, Directeur du Département du VIH/SIDA, de la tuberculose, de l'hépatite virale et des IST (DATHI), ministère de la Santé du Brésil ; Mme Débora Antônia Lobato Cândido, Deuxième secrétaire, Mission permanente du Brésil à Genève ; Mme Sarah Maria Soares Fernandes Bayma, Conseillère internationale du département VIH/sida, tuberculose, hépatite virale et IST ; Mme Talita Antônio, Conseillère internationale du département VIH/sida, tuberculose, hépatite virale et IST (DATHI), ministère de la Santé.

Pays-Bas : Représentant la vice-présidence du CCP : Mme Zina Olshanka, Première secrétaire, Mission permanente du Royaume des Pays-Bas à Genève.

Kenya : Représentant le rapporteur du CCP : Dr Douglas Bosire, soutien national, National Syndemic Diseases Control Council, ministère de la Santé.

Représentant de la délégation des ONG du CCP : M. Xavier Biggs, Responsable du suivi et de l'évaluation, Jamaica AIDS Support for Life ;

OIT : Représentant le comité des organismes coparrainants : M. Kofi Amekudzi, Spécialiste technique principal, programme de l'OIT sur le VIH/sida, Organisation internationale du travail (OIT).

Secrétariat de l'ONUSIDA : M. Mahesh Mahalingam, Chef de cabinet ; M. Morten Ussing, Directeur de la gouvernance ; Mme Samia Lounnas, Conseillère principale de la gouvernance ; Mme Adriana Hewson, Responsable de la gouvernance ; Mme Saliha Ozdemir, Assistante de la gouvernance ; Mme Maya Salama, Responsable de la gouvernance ; Mme Ajwah Nazir Malak, Stagiaire en gouvernance ; M. Unyime Enobong Eno, Stagiaire en gouvernance ; Mme Rae Kerton, Stagiaire en gouvernance.

ORDRE DU JOUR

1. **Conditions d'adhésion et cabinet de recherche du Comité consultatif indépendant de supervision externe (IEOAC) :** *Le Bureau du CCP recevra une mise à jour sur les plans de composition de l'IEOAC pour 2026-2027.*
2. **Mise à jour sur la situation du financement de l'ONUSIDA :** *Le Bureau du CCP recevra une mise à jour sur les prévisions indicatives actuelles de la situation financière de l'ONUSIDA en 2025.*
3. **57e réunion du CCP au Brésil :** *Le Bureau du CCP recevra une mise à jour sur la proposition du Brésil d'accueillir la 57e réunion du CCP du 16 au 18 décembre 2025 à Brasília.*
4. **Questions diverses**

Clôture de la réunion

Le Président du CCP a accueilli les membres du Bureau à la troisième réunion du Bureau du CCP en vue de préparer la 56e réunion du CCP, prévue du 24 au 26 juin 2025. Le Président rappelle que les membres du Bureau ont reçu le projet d'ordre du jour et les documents de référence avant la réunion.

1. **Conditions d'adhésion et cabinet de recherche du Comité consultatif indépendant de supervision externe (IEOAC)**

Le Secrétariat de l'ONUSIDA a fourni les mises à jour suivantes :

- Lors de la 53e réunion du CCP en décembre, le CCP a approuvé le renouvellement des mandats de quatre membres de l'IEOAC pour une durée de deux ans et a demandé à la Directrice exécutive, en consultation avec le Bureau du CCP, d'entamer le processus de sélection des nouveaux membres du Comité consultatif indépendant pour la supervision externe pour les années 2025-2026 et 2026-2027.
- Les mandats des quatre membres actuels du CCIES s'achèveront en décembre 2025.
- Pour assurer la continuité et l'efficacité institutionnelle, et conformément à la décision du Conseil, le Bureau a lancé le processus de sélection des nouveaux membres en 2024, y compris l'identification d'un cabinet de recherche pour appuyer le processus de recrutement.
- Lors de la réunion du Bureau en février 2025, les membres ont été informés d'un calendrier de recrutement révisé en raison de contraintes financières.
- Compte tenu de la situation actuelle en matière de financement, la Directrice exécutive, en consultation avec un conseiller juridique indépendant, a proposé de reporter le recrutement de nouveaux membres de l'IEOAC pour le mandat 2026-2027 en renouvelant exceptionnellement les mandats des membres actuels et en révisant le mandat pour

refléter des mandats renouvelables de trois ans, s'alignant ainsi sur les meilleures pratiques des organes de contrôle de l'ONU.

- Rappelant la disposition 21 du mandat de l'IEOAC : *Les membres de l'IEOAC sont nommés pour un mandat de deux ans. Les mandats sont renouvelables pour un deuxième et dernier mandat de deux ans, qui ne doivent pas nécessairement être consécutifs. Toutefois, dans le premier IEOAC, la moitié des membres du Comité seront invités à servir un seul mandat de trois ans afin de permettre un remplacement échelonné des membres au moment du renouvellement, garantissant ainsi que tous les membres ne terminent pas leur mandat en même temps. Par la suite, tous les mandats renouvelables seront d'une durée de deux ans seulement.*
- La révision proposée des termes de référence sera présentée au CCP pour examen dans le rapport annuel de l'IEOAC lors de la 56e réunion du CCP, comme l'exige les termes de référence de l'IEOAC [Termes de référence de l'IEOAC](#).
- Conformément à la procédure requise définie dans les termes de référence, le Bureau devra accepter de soumettre ce rapport sur le renouvellement exceptionnel des mandats des quatre membres du CCIES dont le mandat expire en décembre 2025, pour examen final et approbation par le Conseil lors de la 56e réunion du CCP en juin.
- Les discussions avec les membres actuels de l'IEOAC sur la prolongation de leur mandat sont en cours. Deux membres ont confirmé leur volonté d'effectuer un troisième mandat, tandis que deux autres ont exprimé leur intérêt dans l'attente de l'approbation de l'employeur. Si les autorisations des employeurs n'étaient pas accordées, le Comité resterait dans la composition requise de 5 à 7 membres, comme stipulé dans le mandat de l'IEOAC.
- Cette approche permettrait de réaliser des économies estimées à environ 60 000 USD en 2025. Les changements proposés renforceraient également la continuité institutionnelle et l'efficacité du contrôle à un moment critique pour le Programme commun.

Les membres du Bureau ont remercié le Secrétariat pour cette mise à jour et ont exprimé leur soutien à la proposition de reporter le coût d'une nouvelle recherche jusqu'en 2027 dans le contexte de la situation financière difficile. Les membres du Bureau ont noté l'importance de préserver la mémoire institutionnelle à une époque où de multiples processus sont en cours et se terminent.

Suite à la réunion du Bureau et conformément à la procédure établie, le Président a demandé au Secrétariat de publier un ordre du jour révisé pour la 56e réunion du CCP avec une session du CCP pour discuter de ce point supplémentaire de l'ordre du jour, et de préparer le document du Bureau pour ce point de l'ordre du jour et de le faire circuler pour approbation.

2. **Mise à jour sur la situation du financement de l'ONUSIDA** : *Le Bureau du CCP recevra une mise à jour sur les prévisions indicatives actuelles de la situation financière de l'ONUSIDA en 2025.*

Le Secrétariat de l'ONUSIDA a fourni les mises à jour suivantes :

- À la fin du mois d'avril 2025, le total des contributions de base reçues par le Programme commun pour 2025 s'élevait à 41,5 millions USD.

- Le revenu de base projeté pour l'ensemble de l'année 2025 serait de 68 millions USD.
- Les contributions de base prévues à hauteur de 68 millions USD, notamment de la part de donateurs clés tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Belgique, devraient être annoncées plus tard dans l'année.
- Les dépenses de base pour l'année 2025 à ce jour s'élèvent à 50 millions USD. Les dépenses de base prévues pour 2025 s'élèvent à 150 millions USD, couvrant à la fois le Secrétariat et les Coparrainants. Les dépenses de personnel représentent environ 77 % du total des dépenses de base prévues.
- Le solde du fonds à la fin de 2024 était de 109 millions USD (107 millions USD si l'on exclut les engagements).
- Ce solde sera utilisé en 2025 pour répondre aux besoins opérationnels, financer les coûts de restructuration et compenser la baisse des revenus des donateurs.
- En supposant que les recettes et les dépenses de base prévues soient réalisées, le solde du fonds attendu à la fin de 2025 serait de 27 millions USD.
 - Le solde de fonds projeté est calculé après avoir pris en compte toutes les recettes et dépenses de 2024.
 - Cette projection exclut toute contribution du gouvernement des États-Unis pour 2025, mais inclut la contribution pour 2024 (50 millions USD), dont 47,5 millions USD doivent encore être versés. S'il est reçu, il s'agira d'un règlement de créances (des liquidités contre une contribution déjà enregistrée conformément aux normes IPSAS), et non d'une nouvelle recette ou d'une augmentation du solde du fonds pour 2025.
- L'ONUSIDA vise à maintenir un solde de fonds minimum de 22 % du budget opérationnel biennal.
- En réponse à la baisse des revenus, l'ONUSIDA a pris les mesures suivantes :
 - Réduction de 50 % les budgets des activités du Secrétariat, et
 - Réduction du financement des Coparrainants à 20 millions USD (contre 30 millions USD prévus).

Les membres du Bureau ont pris note de la situation financière critique et ont remercié le Secrétariat pour sa transparence. Le Bureau a invité le Programme commun à poursuivre ses efforts pour augmenter les contributions de base à l'UBRAF, notamment par la mobilisation des ressources et le plaidoyer.

3. **57e réunion du CCP au Brésil** : *Le Bureau du CCP recevra une mise à jour sur la proposition du Brésil d'accueillir la 57e réunion du CCP du 16 au 18 décembre 2025 à Brasília.*

Le Secrétariat de l'ONUSIDA a fourni les mises à jour suivantes :

- Lors de la réunion du Bureau en février, le Brésil, qui préside le CCP 2025, a informé le Bureau qu'il étudiait la possibilité d'accueillir la 57e réunion du CCP prévue du 16 au 18 décembre 2025 à Brasília.
- Les réunions du CCP se sont tenues à plusieurs reprises en dehors de Genève, la dernière fois à Nairobi, au Kenya, en décembre 2024.

- Sur la base du processus de la réunion du Kenya, le Bureau du CCP devrait soumettre un document concernant cette proposition pour examen et prise de décision par le CCP lors de la 56e réunion du CCP.
- Conformément au point de décision 8.2 de sa 21e réunion, le CCP a convenu que « les futures réunions du CCP pourront se tenir de temps à autre en dehors de Genève en fonction des critères suivants :
 - Rotation régionale : Une réunion du CCP/une visite de terrain dans la région d'Amérique latine est conforme à l'équilibre régional historique des réunions.
 - Coût global et partage des coûts : Le Brésil, en tant que président du CCP, prévoit de prendre en charge les coûts supplémentaires conformément à la décision du CCP de tenir des réunions du CCP en dehors de Genève.
 - Expertise locale : Le Brésil a joué un rôle de premier plan dans la riposte au sida en mettant l'accent sur l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, sur la réalisation des objectifs 95-95-95 et sur l'élargissement de l'accès à la prévention du VIH, y compris à la PrEP injectable. Une réunion du CCP au Brésil bénéficiera de l'expertise et du leadership local dans ces domaines, apportant une valeur ajoutée significative aux discussions de la réunion du CCP.
 - Installations locales : Le Brésil dispose d'installations locales. Brasília dispose notamment d'infrastructures de qualité, d'une connectivité internationale et est sûre. Elle héberge également des organismes gouvernementaux et institutionnels clés impliqués dans la lutte contre le VIH.
 - Aucune restriction liée aux déplacements : Le Brésil n'impose aucune restriction de voyage aux personnes vivant avec le VIH.
 - Pertinence par rapport au thème : Il y a une pertinence thématique étant donné que le sujet du segment thématique du CCP de décembre 2025 est « Après 2025 : Antirétroviraux à action prolongée : la possibilité de combler les lacunes en matière de prévention et de traitement du VIH » ;
 - Valeur ajoutée : En plus de la réunion habituelle du CCP, cela pourrait également être l'occasion d'inviter les membres du CCP à participer à une visite de terrain des programmes au Brésil avant la réunion du CCP.
- La réunion se tiendrait entièrement en personne, avec quelques dispositions pour une participation en ligne, conformément aux modalités et procédures adoptées par le CCP pour les 56e et 57e réunions du CCP en 2025.
- Une ventilation budgétaire détaillée a été élaborée sur la base de deux scénarios - une réunion à Genève ou une réunion à Brasília. Une réunion du CCP à Genève coûte généralement environ 295 000 \$. Toutefois, dans le contexte de la grave pénurie de financement du Programme commun, les mesures de réduction des coûts mises en œuvre pour la 56e réunion du CCP en matière d'interprétation et de soutien à la participation des délégués s'appliqueraient également à la 57e réunion du CCP. Les mesures prises, une fois mises en œuvre dans leur intégralité, correspondraient à une économie d'environ 100 000 \$.
- Pour la réunion au Brésil, le coût du Programme commun serait d'environ 130 000 \$, le Brésil prenant en charge les coûts supplémentaires, ce qui permettrait de réaliser d'importantes économies.
- Des informations budgétaires supplémentaires seront ajoutées au document distribué au Bureau pour appuyer l'examen de cette demande par le CCP.

Les membres du Bureau ont exprimé leur soutien à la proposition d'accueillir la 57e réunion du CCP au Brésil, reconnaissant le leadership et l'engagement du Brésil, et reconnaissant la valeur stratégique et symbolique de la convocation du CCP en dehors de Genève, y compris l'opportunité

importante pour les parties prenantes du CCP d'effectuer une visite sur le terrain des programmes VIH au Brésil.

4. Questions diverses

Ordre du jour prévisionnel provisoire de la 56e réunion du CCP (24-26 juin 2025)

Un membre du Bureau s'est inquiété du fait que le temps alloué d'une heure et demie pour le *point 6 de l'ordre du jour : Rapport sur les recommandations relatives à l'examen du modèle opérationnel du Programme commun* lors de la 56e réunion du CCP est insuffisant compte tenu de son importance stratégique.

Le Secrétariat a précisé que l'agenda prévisionnel était basé sur des allocations standard, mais qu'il pouvait être ajusté en fonction des orientations du Bureau. Le Secrétariat a également noté que les réunions préalables sont l'occasion de présenter, de discuter et de clarifier les points de l'ordre du jour avant la réunion du CCP. La réunion préalable au point 6 de l'ordre du jour est prévue pour le lundi 16 juin.

[Le Président a demandé au Secrétariat de publier un ordre du jour prévisionnel révisé pour la 56e réunion du CCP en allouant plus de temps à ce point de l'ordre du jour afin d'assurer une discussion substantielle et inclusive.](#)

Mise à jour concernant l'interprétation lors de la 56e réunion du CCP (24-26 juin 2025)

Le Secrétariat a fourni les mises à jour suivantes :

- Suite à la dernière [réunion du Bureau du 23 avril](#), où le Bureau a été informé des mesures d'économie mises en œuvre pour la 56e réunion du CCP, les États membres ont été invités à demander des services d'interprétation au CCP en arabe, chinois, russe ou espagnol à condition qu'ils prennent en charge les coûts associés. La date limite pour ces demandes était le vendredi 9 mai.
- La Chine a présenté une demande d'interprétation et a confirmé qu'elle couvrirait les coûts associés.

Comité consultatif d'experts

Le Secrétariat a fourni les mises à jour suivantes :

- Lors de la réunion du Bureau en octobre 2024, le Directeur de l'évaluation a informé les membres qu'un membre du Comité consultatif d'experts (CCE) s'était temporairement récusé de ses fonctions pour une période de six mois. Cela était dû à sa nomination à un rôle au sein de son gouvernement national lié au CCP, ce qui posait un conflit d'intérêts potentiel.
- Le Secrétariat a informé les membres du Bureau qu'il avait terminé sa mission auprès du gouvernement et qu'il reprendrait son rôle au sein du Comité consultatif d'experts.

Démission du Comité consultatif indépendant de surveillance externe (IEOAC)

Le Secrétariat a fourni la mise à jour suivante par écrit à la suite de la réunion du Bureau :

- Un membre de l'IEAOC a choisi de se retirer du Comité avant la fin de son mandat, qui expire en décembre 2026, pour des raisons personnelles. Conformément au paragraphe 23 des termes de référence de l'IEOAC, un membre de l'IEOAC peut démissionner en le notifiant par écrit au Président du CCP.
- En ce qui concerne les prochaines étapes, d'un point de vue juridique, le Comité reste fonctionnel avec six membres.

Les membres du Bureau ont remercié le Secrétariat pour ces mises à jour.

Le Président a remercié les membres du Bureau pour leur temps et a clôturé la réunion.

[Fin du document]